



Արեւմտեան Հայաստանի Հանրապետութեան Նախագահական Խորհուրդ

Presidential Council of the Republic of Western Armenia

La lutte du peuple Arménien pour la souveraineté de l'Arménie Occidentale



Renseignements d'ordre général

La République d'Arménie Occidentale (Arménie) est un État souverain, démocratique, social et légal doté d'un régime semi-présidentiel. Sa langue officielle est l'arménien occidental, qui appartient à la famille des langues indo-européennes dont il constitue un groupe distinct et indépendant. Au plan administratif, la République d'Arménie Occidentale est divisée en 4 provinces (Bitlis, Van, Erzeroum et Trébizond). La capitale de la République d'Arménie Occidentale est Karin (Erzeroum), qui a le statut de municipalité. La fête nationale de la République d'Arménie Occidentale, jour de l'indépendance, est célébrée le 19 janvier.

Données géographiques

Le territoire de la République d'Arménie Occidentale se trouve au cœur du haut-plateau arménien, à la jonction du Caucase et de l'Asie Occidentale. La République d'Arménie

Occidentale a des frontières communes avec la Géorgie au nord, l'Iran au sud et la Turquie à l'ouest et au sud-ouest (région du Kurdistan).

Le territoire de la République d'Arménie Occidentale (Trebizond 15.000, Erzeroum 40.000, Bitlis 15.000, Van 20.000, le reste 30.000) couvre une superficie approximative de 120.000 kilomètres carrés (la question des frontières à l'Est étant une question ouverte). Un réservoir d'eau, qui forme le lac de Van, occupe 3.755 km² soit près de 3% du territoire du pays.

L'Arménie Occidentale est un pays montagneux. Sa structure géologique est complexe et son relief varié. La plus grande partie du territoire est située entre le niveau de la mer et 2 500 mètres au-dessus du niveau de la mer, le point le plus bas (le niveau de la mer) se trouvant au nord et le point le plus élevé (le sommet du mont Ararat) culminant à 5 165 mètres d'altitude.

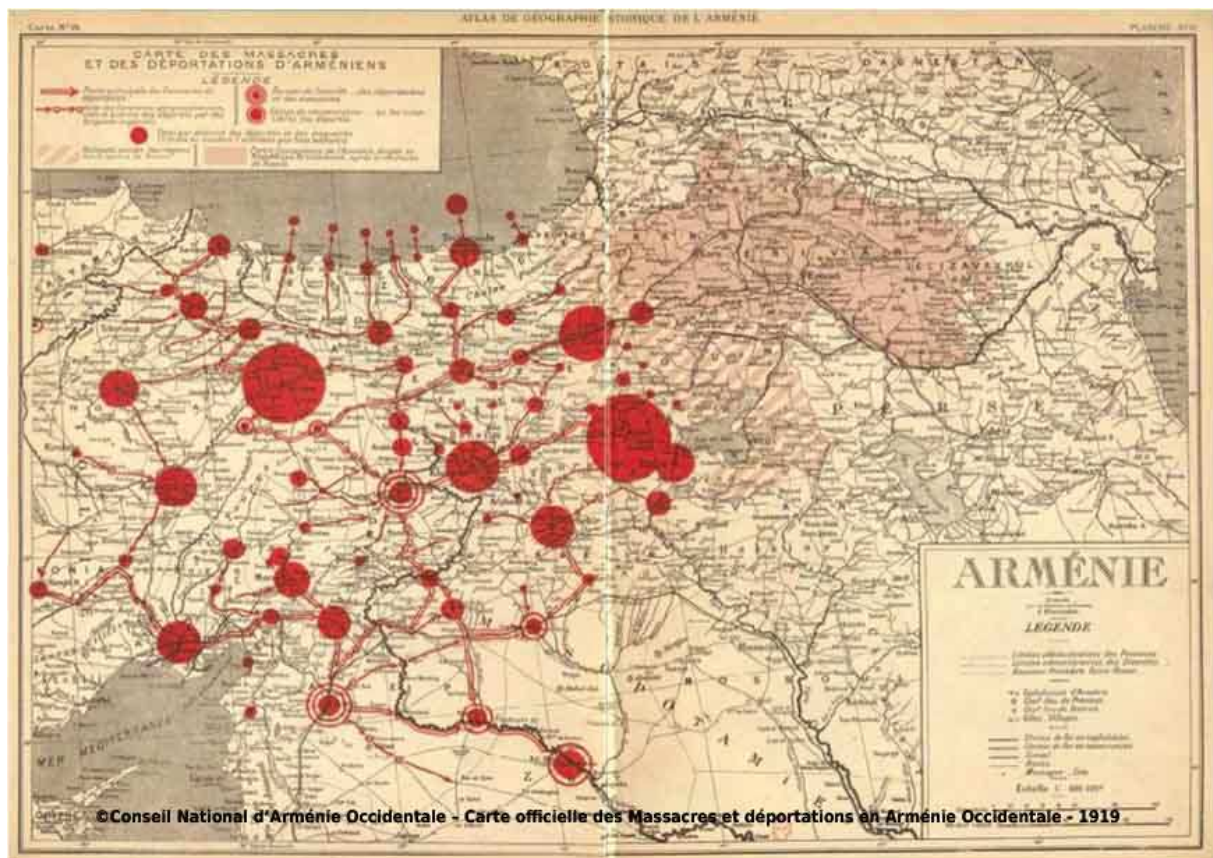


Données politiques

En 1878, après le Traité de San Stefano puis le Congrès de Berlin, la question arménienne, c'est-à-dire la question de l'Arménie Occidentale (turque) et de la sécurité physique des Arméniens vivant dans l'Empire ottoman, devient un thème de discussions de la diplomatie européenne. La question arménienne devient partie intégrante de ce que l'on a appelé la Question Orientale et joue un rôle important dans les relations internationales. Ce phénomène et le déclenchement du mouvement de libération arménien en 1894-1896 aboutissent au massacre génocidaire de la population civile arménienne en Arménie Occidentale à l'instigation du Gouvernement d'Abdülhamid II, au cours duquel plus de 300.000 Arméniens périssent.

Tirant profit de la situation créée par la Révolution de 1908, les Jeunes-Turcs organisent les massacres génocidaires d'Adana et de Cilicie, d'avril à mai 1909, exécutant en l'espace de deux fois une semaine 25.000 arméniens. Au début de la Première Guerre mondiale, le Gouvernement des Jeunes-Turcs planifie et orchestre le génocide des Arméniens vivant sur le territoire de l'Empire ottoman et particulièrement en Arménie Occidentale. Au cours de la période allant de 1915 à 1923, au total près de deux millions sur les 3 millions résidant dans l'Empire ottoman sont tués et les autres près de 500.000 sont convertis de force à l'islam ou trouvent refuge dans différents pays du monde. L'Arménie Occidentale perd une majeure partie de sa population de souche autochtone.

Le 15 novembre 1916, les gouvernements français et anglais associés à la Délégation Nationale Arménienne des Arméniens de l'Arménie Occidentale (turque) représentée par Boghos Nuba Pacha constitue la Légion d'Orient dans le but de libérer la Cilicie de l'occupation ottomane et de constituer le noyau de la future armée nationale arménienne.



La Révolution russe de février 1917 place les populations de Transcaucasie devant le problème de la gestion de l'après-tsarisme.

À Moscou, le gouvernement provisoire de Kerensky crée un Comité spécial de Transcaucasie (Ozakom). Il prend en outre une « Décision du Gouvernement provisoire au sujet de l'Arménie turque » (26 avril 1917), qui permet aux réfugiés arméniens de rentrer chez eux. Ces derniers tiennent à Erevan un congrès qui désigne un « Conseil des Arméniens occidentaux ».

Dès les premières étapes de la Première Guerre mondiale, le Général Andranik Ozanian a commandé le premier bataillon de volontaires arméniens au sein de l'armée impériale russe contre l'Empire ottoman, libérant et plus tard régissant une grande partie de l'Arménie Occidentale. Après la révolution de 1917, l'armée russe a reculé et laissé les irréguliers arméniens qui étaient moins nombreux, contre les Turcs. Le Général Andranik Ozanian a mené la défense de Karin (Erzeroum) au début de 1918, mais a été forcé de battre en retraite vers l'Est.

En janvier 1918, après l'armistice d'Erzinka (17.12.1917) décidant du retrait de ses troupes du territoire de l'Arménie Occidentale, la Russie bolchévique publie un « Décret sur l'Arménie turque » qui prévoit à la fois le retrait des troupes russes et l'auto-détermination des Arméniens de l'Arménie turque (Occidentale) jusqu'à leur indépendance.

De l'Armistice de Moudros (30 octobre 1918) à la Sentence arbitrale du 28^{ième} Président des Etats-Unis Woodrow Wilson (22 novembre 1920) la question de l'indépendance de l'Arménie devient une question de droit international. Après avoir présenté un Mémoire le 26 février 1919 à la Conférence de Paix de Versailles, l'Arménie sur le territoire de l'Arménie Occidentale est reconnue *de facto* (19 janvier 1920), puis dans le cadre de la Conférence de San Remo faisant partie des Puissances Alliées, l'Arménie (Arménie Occidentale) est reconnue *de jure* (11 mai 1920) au moment où le Conseil Suprême transmet le traité de Sèvres pour signature à la Turquie. **Le Conseil Suprême comprenant l'Arménie comme Etat membre, décidé que la capitale de l'Etat arménien sera Erzeroum (Karin), cette reconnaissance sera suivie de la reconnaissance par les Etats-Unis d'Amérique.**

Le traité de Sèvres est signé par la Turquie le 10 août 1920, reconnaissant l'Etat arménien comme souverain et indépendant comme l'ont déjà fait les Puissances Alliées sur les provinces de l'Arménie Occidentale (Van, Bitlis, Erzeroum et Trébizonde).



Le 22 novembre 1920, une Sentence arbitrale signée par le 28^{ième} Président des Etats-Unis Woodrow Wilson règle définitivement la question des frontières entre l'Arménie Occidentale et la Turquie.

En décembre 1920, l'Armée rouge russe entre en République arménienne du Caucase, qui est placée sous domination soviétique. Par la suite, l'Arménie soviétique (du Caucase) est intégrée à l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

En 1921, en application du traité russo-turc de Moscou ainsi que du traité de Kars signé la même année (entre la Turquie et les républiques soviétiques de la Transcaucasie), le Nakhitchevan devient un territoire autonome sous les auspices de l'Azerbaïdjan. De plus, le 15 juillet 1921, le Bureau caucasien du Parti des travailleurs communistes russes déclare le Haut-Karabakh région autonome au sein de l'Azerbaïdjan sans suivre la procédure prévue et sans avoir compétence à prendre une telle décision. Dans les deux cas, les liens historiques, ethniques et culturels indissociables qui unissent l'Arménie à la région sont ignorés. Il convient de souligner que les revendications territoriales de l'Azerbaïdjan sont dépourvues de fondement juridique. La décision par laquelle la Société des Nations rejette la demande d'admission de la République démocratique d'Azerbaïdjan en constitue la preuve la plus flagrante. Le motif invoqué est que l'Azerbaïdjan n'est pas un État de jure reconnu avec des frontières internationalement reconnues ⁽¹⁾ et n'exerce pas un contrôle de facto sur les territoires revendiqués ⁽²⁾.

¹Société des Nations, Mémoire présenté par le Secrétaire général sur l'admission de l'Azerbaïdjan dans la Société des Nations, document de l'Assemblée 20/48/108.

²Lettre du Président de la délégation de paix de la République d'Azerbaïdjan, M. Allsoptcasbacheff, à Son Excellence M. Paul Hymans, Président de la première Assemblée générale de la Société des Nations, datée du 7 décembre 1920, document de l'Assemblée 20/48/206.

Le Haut-Karabakh et le Nakhitchévan placés illégalement sous la domination de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, ont été régulièrement victimes de la politique de nettoyage ethnique visant les Arméniens et de la destruction du patrimoine culturel arménien. À cet égard, le Nakhitchévan, dont la population arménienne a été totalement anéantie, a particulièrement souffert.



Tenant compte des nouvelles données politiques et devant cet état de choses, mais sans le consentement préalable, libre et éclairé des populations arméniennes d'Arménie Occidentale victimes d'un Génocide, le Conseil Suprême réuni à Londres en mars 1921 fut amené à adresser de nouvelles propositions aux Turcs et il décida la création dans les provinces orientales de la Turquie, d'un Foyer National Arménien. Cette décision était ainsi conçue : « En ce qui concerne l'Arménie, ces stipulations peuvent être appliquées à condition que la Turquie reconnaisse le droit aux Arméniens de Turquie (Arménie Occidentale) d'un Foyer National dans les frontières orientales de la Turquie d'Asie et qu'elle agrée d'accepter la décision d'une Commission, désignée par le Conseil de la Société des Nations en vue d'examiner sur place la question des territoires qui doivent être équitablement transférés dans ce but à l'Arménie. »⁽³⁾

Le 21 septembre 1921, l'Assemblée Générale de la Société des Nations, par un vote unanime, opinait également pour la création de ce « Home » National Arménien, dans les termes suivants : « Attendu que la première Assemblée à la date du 18 novembre 1920, a confié au Conseil le soin de sauvegarder l'avenir de l'Arménie ; « Que le Conseil, à la date du 25 février 1921, tout en estimant que la situation en Asie-Mineure rendait pour l'instant toute action impossible, a confié au Secrétariat la charge de suivre la marche des événements en Arménie dans le but de faire prendre ultérieurement de nouvelles décisions par le Conseil ; « Que dans l'intervalle le Conseil Suprême a proposé d'envisager dans la révision du traité de Sèvres la création d'un Foyer National pour les Arméniens ; « Considérant en outre l'imminence probable d'un traité de paix entre la Turquie et les Puissances Alliées à une date rapprochée ; « L'Assemblée invite instamment le Conseil à insister auprès du Conseil Suprême sur la nécessité de prendre des mesures dans le Traité pour sauvegarder l'avenir de l'Arménie et en particulier de donner aux populations arméniennes un Foyer National entièrement indépendante de la domination ottomane. »

³ Traduit du texte officiel anglais

Lors de la Conférence orientale de Paris en 1922, un paragraphe spécial fut consacré aux Arméniens : « La situation des Arméniens a dû être prise en considération spéciale, tant à cause des engagements contractés par les Puissances Alliées au cours de la guerre, que des cruelles souffrances endurées par ce peuple ».

Les propositions de la Conférence de Paris relatives aux Arméniens constituèrent un changement encore plus marqué des Alliés de leurs positions de Londres. La Conférence de Londres n'avait pas stipulé l'indépendance du Foyer national arménien, mais elle ne s'était non plus prononcée contre elle ; alors que la deuxième Assemblée de la Société des Nations avait même réclamé cette indépendance à la presque unanimité des voix, dont celles de l'Angleterre et de l'Italie.

A la Conférence de Lausanne, qui se termina par un traité de paix, signé le 24 juillet 1923, les Turcs ont fait figure non seulement de vainqueurs des Grecs, mais très souvent aussi de vainqueurs des Alliés.

La sous-commission des minorités de la Société des Nations commença l'élaboration d'un statut général des minorités. Mais elle se vit bientôt obligée de prendre position vis-à-vis du problème arménien, l'opinion publique européenne et américaine passant à ce moment par un de ses sursauts généreux en faveur des Arméniens, sursauts dont cette malheureuse nation n'a d'ailleurs retiré jusqu'ici que des satisfactions purement platoniques (i).

Le 18 octobre 1922, M. Aharonian, Président de la Délégation de la République d'Erevan ; avait adressé aux gouvernements de France, de Grande-Bretagne et d'Italie une note exprimant « la demande de la République soviétique arménienne d'être représentée à la future Conférence sur les affaires d'Orient sous la forme que les Puissances alliées jugeraient la plus appropriée ». « Il me sera permis de rappeler à cette occasion, disait M. Aharonian, que, par l'article 88 du traité de Sèvres, les Puissances alliées ont déclaré qu'elles avaient déjà reconnu l'Arménie comme un Etat libre et indépendant : que cette reconnaissance n'a donc pu être atteinte dans ses effets par la non ratification du traité auquel elle était antérieure ; que le caractère juridique de l'indépendance de l'Arménie ressort également du préambule du traité de Sèvres qui la classe parmi les puissances alliées ; qu'enfin l'Arménie a signé, en sa qualité d'Etat souverain et indépendant, aussi bien le Traité de Sèvres qu'un traité séparé avec les principales Puissances alliées sur la protection des minorités. Les événements politiques, dont depuis cette époque l'Arménie a été le théâtre, n'ont pu certainement en rien modifier son statut international d'Etat indépendant.

Dans leur réponse, les Puissances Alliées invitantes reconnurent, une fois de plus que l'Arménie était un Etat dont l'indépendance avait été déjà reconnu *de jure*. Elles ne crurent cependant pas possible d'appuyer la demande de la République Arménienne de participer à la Conférence et basèrent leur refus sur « la forme soviétique adoptée par la République Arménienne (Arménie russe) ». **Toutefois, elles laissèrent prévoir que la Conférence aurait recours à la Délégation nationale arménienne de Paris au cas où elle estimerait désirable de consulter l'opinion arménienne. (Gouvernement arménien reconnu officiellement par les Puissances Alliées).**

Toutefois, les deux Délégations arméniennes se rendirent à Lausanne, et présentèrent, le 16 novembre 1922, à la Conférence, un Mémoire exposant leurs revendications nationales.

Le mémoire suppose trois solutions de la question arménienne. La première comporterait la constitution d'un Foyer national arménien dans une partie au moins des territoires délimités par la Sentence arbitrale du Président Wilson. La seconde consistant à élargir la République d'Erevan par le rattachement d'une partie des régions de l'Arménie turque. Enfin, une troisième solution pourrait être envisagée qui consisterait à créer le Foyer national dans une partie de la Cilicie.

Données de droit international

Règle fondamentale :

Le droit international public décide que lorsqu'un traité collectif est abrogé et remplacé par un autre, ce dernier ne sera pas opposable à l'Etat signataire du premier qui n'aura pas été partie au second.

Pour cet Etat, le premier y traité continue à avoir effet. En conséquence, l'Arménie signataire du Traité de Sèvres, mais écartée du Traité de Lausanne, peut légitimement demander l'application des dispositions du traité de Sèvres. ⁽⁴⁾

Conformément à la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960, l'Arménie Occidentale et le peuple arménien sont soumis à une colonisation forcée et l'occupation de leur territoire par la Turquie depuis 1920.

Conformément à la Déclaration sur les droits des Peuples Autochtones, adoptée par l'Assemblée des Nations Unies, le 13 septembre 2007, le peuple arménien est un peuple autochtone en Arménie Occidentale dépossédé de ses terres, territoires et ressources.

En application du droit international

Le 17 décembre 2004, le Conseil National des Arméniens d'Arménie Occidentale déclare son existence à Chouchi.

Le 19 janvier est déclarée, Journée d'Indépendance de l'Etat d'Arménie Occidentale reconnu *de facto* par le Conseil Suprême des Puissances Alliées (1920).

Le 20 Janvier 2007, les délégués de l'Assemblée des Arméniens d'Arménie Occidentale adoptent une déclaration officielle sur les droits des Arméniens d'Arménie Occidentale et adoptent la carte d'identité nationale de l'Arménie Occidentale.

Le 04 février 2011, le Conseil National constitue un gouvernement de l'Arménie Occidentale.

Le 24 janvier 2013, le Conseil National et le gouvernement d'Arménie Occidentale déclarent communément le projet de constitution d'un Parlement d'Arménie Occidentale par des élections démocratiques.

Le 16 décembre 2013, 64 députés sont officiellement élus par les Arméniens d'Arménie Occidentale inscrits sur la liste électorale.

Le 20 janvier 2014, le 1er Président de la République d'Arménie Occidentale est officiellement élu par les députés du Parlement.

Le 23 février 2014, un décret Présidentiel déclare que la République d'Arménie Occidentale est l'Etat continuateur de l'Etat d'Arménie reconnu en 1920.

Le 16 février 2014, un Décret Présidentiel officialise le siège du Conseil National et du Gouvernement à Karin (Erzeroum) en Arménie Occidentale.

Le 9 mai 2016, la Commission juridique du Conseil Présidentiel de l'Arménie Occidentale, le gouvernement et le Parlement de l'Arménie Occidentale adoptent la Constitution Nationale de la République d'Arménie Occidentale.

Le 11 mai est déclarée, Journée de reconnaissance internationale de l'Etat arménien sur le territoire de l'Arménie Occidentale reconnue *de jure* par le Conseil Suprême des Puissances Alliées, et par les Etats-Unis d'Amérique (1920).

Le 24 juin 2016, au nom de l'Arménie Occidentale le Président ratifie le traité de Sèvres.

⁴ Revendications territoriales arméniennes - 1946

Le 27 avril 2017, l'Arménie Occidentale adopte par décret l'Aigle bicéphale comme Armoirie d'Etat de l'Arménie Occidentale.

Le 17 février 2018, l'Arménie Occidentale adopte par décret la constitution de la Cour Constitutionnelle de l'Arménie Occidentale.

Arménag APRAHAMIAN
Président du Conseil National d'Arménie Occidentale

Archives officielles© Conseil National de l'Arménie Occidentale, tous droits réservés

stat.gov.wa@haybachdban.org